

Kiljunen, Kimmo, *Finish Aid in Progress : Premises and Practice of Official Development Assistance*. Helsinki, Institute of Development Studies, University of Helsinki, 1983, 74 p.

Normand Dickey

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701810ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701810ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dickey, N. (1985). Compte rendu de [Kiljunen, Kimmo, *Finish Aid in Progress : Premises and Practice of Official Development Assistance*. Helsinki, Institute of Development Studies, University of Helsinki, 1983, 74 p.] *Études internationales*, 16(1), 174–175. <https://doi.org/10.7202/701810ar>

dépôt des conséquences sur l'inflation. Il ne semble accorder aucun poids à cette dernière. Il va jusqu'à rendre l'Allemagne, dont la politique macroéconomique depuis 1950 a généralement été considérée comme un modèle, partiellement responsable de la déconfiture de Bretton Woods au début des années soixante-dix (p. 42).

Plutôt que de reconnaître ce qui est devenu une évidence depuis au moins dix ans, à savoir les conséquences inflationnistes de plus en plus graves de politiques « expansionnistes » à la Keynes, l'auteur ne reconnaît que le « biais déflationniste » des politiques macroéconomiques, du fait que toute initiative expansionniste de la part d'un gouvernement se voit rapidement frustrée par le déficit de la balance des paiements, et par l'attitude hostile des « milieux financiers » à son égard. Il ne fait aucune allusion aux réflexes syndicaux qui ont frustré les politiques des gouvernements travaillistes dans son pays.

Si l'on comprend que Keynes ait pu avoir une telle vision des choses au cours de l'entre-deux-guerres, on a peine à comprendre que ce même *a priori* puisse encore être exprimé quarante-cinq ans après le début de la grande inflation du XX^{ème} siècle.

Le problème central ayant ainsi été défini en des termes keynesiens simplistes, la question se pose de savoir comment se défendre contre l'environnement soi-disant déflationniste. Deux solutions se présentent logiquement à l'esprit: la déconnexion nationale du réseau macroéconomique international, ou la coordination des politiques nationales dans le sens expansionniste. C'est d'ailleurs bien en ces termes que Keynes raisonna de 1930 à 1946.

L'auteur discute sans réticence du contrôle des changes qui permettrait de faire muser la production et l'emploi dans des voies plus autarciques. C'est ainsi que Hjalmar Schacht manœuvra l'économie allemande sous Hitler, et Sir Stafford Cripps l'économie britannique dans les premières années d'après-guerre. L'option « coordination » n'apporte rien de neuf, si ce n'est le vœu pieux d'utiliser davantage les forums existants, fort nom-

breux d'ailleurs, tous créés aux fins proposées à nouveau par l'auteur. Cette option se heurte, selon l'auteur, à l'obstacle des gouvernements plus soucieux, selon lui, de l'inflation que du chômage.

Dans un chapitre consacré à « l'avenir de l'emploi », l'auteur se penche sur les effets de la révolution électronique actuelle qui réduirait sensiblement la demande de main-d'œuvre. L'une des solutions proposées par l'auteur consisterait en l'expansion du secteur public.

Fort heureusement, l'auteur parvient à sortir de l'ornière désuète de la problématique macroéconomique des années trente, en consacrant trois chapitres intéressants aux problèmes à long terme soulevés au cours des années soixante-dix, à savoir la préservation de l'environnement, l'épuisement des ressources et l'énergie.

En conclusion, cet ouvrage pourra fasciner les non-initiés; mais il ne manquera pas de décevoir les lecteurs avertis.

Roger DEHEM

Département d'économie
Université Laval, Québec

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

KILJUNEN, Kimmo, *Finish Aid in Progress: Premises and Practice of Official Development Assistance*. Helsinki, Institute of Development Studies, University of Helsinki, 1983, 74 p.

Cet ouvrage, publié par l'Institut d'Études sur le Développement de l'université d'Helsinki, veut introduire les lecteurs aux principes guidant l'aide finlandaise au développement, l'évolution et l'efficacité de celle-ci. L'auteur, chercheur à l'Académie finlandaise, fait un bref survol des fondements de la politique finlandaise d'aide depuis les années 50 avant de brosser un tableau rapide des montants d'aide bilatérale et multilatérale.

Pour K. Kiljunen, la politique d'aide de la Finlande peut être analysée en quatre périodes. Les années 1950 marquent le début d'une présence finlandaise dans l'aide aux pays en développement. Mais cette aide est fort limitée, puisque la Finlande, compte tenu de la reconstruction nationale et des paiements de dédommagements à l'URSS, était un net receveur d'aide internationale jusqu'à 1960. La décennie 60, selon l'auteur, marque un progrès intéressant dans le flux d'aide internationale accordée par la Finlande. Mais sa logique politique demeure à courte vue et fonction de la promotion des intérêts propres à la Finlande.

La période 1970-1975 est-elle devenue une époque de transition vers un rôle plus actif et plus articulé pour l'aide extérieure au sein de la politique étrangère globale de la Finlande? Depuis 1975, les débats publics quant à l'aide internationale ont pris une place importante en Finlande. Parallèlement, l'internationalisation grandissante du capital finlandais fait apparaître d'autant les contradictions entre les volontés de priorité à la commercialisation de l'aide et celles à la solidarité envers les peuples du tiers-monde. L'État finlandais tente de garder un discours progressiste, alors que ses actions concrètes tendent à stimuler les intérêts des entrepreneurs finlandais.

Bien loin de l'objectif d'une aide publique atteignant 0.7 % du P.N.B., la Finlande reste un des pays qui offre le moins en aide extérieure. En 1981, ce pays n'allouait que 0.3 % de son P.N.B. en aide publique, ce qui est toutefois meilleur que la part relative accordée par la Suisse ou les États-Unis.

Ayant encore relativement peu d'intérêts économiques au tiers-monde, la Finlande se veut très favorable à l'aide multilatérale; celle-ci représente d'ailleurs 40% de l'aide publique finlandaise. Mais au cours des dernières années, une certaine désaffection se manifeste envers les institutions des Nations Unies, tant dans les milieux internationaux que dans les cercles politiques finlandais. Il est probable que s'accroisse le réaménagement des canaux d'aide multilatérale octroyée par Helsinki. Le retour à un certain mercantilisme dans les pratiques internationales de la Finlande,

suivant en cela les autres démocraties occidentales, nous apparaît beaucoup plus important que ne semble l'admettre l'auteur.

La Finlande a des compétences reconnues dans certains secteurs, et qui apparaissent des domaines-clés pour l'expansion des coopérations avec les pays en développement: foresterie, agriculture, ingénierie, secteur minier, construction, etc. Il n'en reste pas moins que l'aide finlandaise au développement joue un rôle mineur dans les flux Nord-Sud, et que malgré un certain enthousiasme de l'auteur, nous ne saurions négliger de soumettre que même le discours politique à Helsinki en faveur du développement harmonieux au Sud s'est modéré depuis 1981, pour faire place à des pratiques plus « pragmatiques ».

La Finlande a joué, durant la décennie 70, un rôle constructif dans les débats sur le nouvel ordre économique international. Devrait-on souhaiter qu'elle redevienne aussi active dans les instances politiques internationales, tout en améliorant sa performance en terme de flux financiers. Mais le contexte international et la logique actuelle de la politique intérieure finlandaise ne devraient amener l'État finlandais à des mesures et politiques activistes. À Helsinki, la logique politique des derniers mois tend à s'inscrire dans ces mots: prudence, préservation, consolidation.

Normand DICKEY

*Département de science politique
Université Laurentienne, Sudbury, Canada*

PAVLIČ, Breda; URANGA, Raúl R.; CIZELJ, Boris et SVETLIČIĆ, Marjan (Ed.), *The Challenges of South-South Cooperation*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 467 p.

Ce livre, édité avec la coopération du *Research Centre for Cooperation with Developing Countries* de Ljubljana (Yougoslavie), analyse les aspects internes et externes de cette coopération, et compte avec une présentation de Gamani Correa, secrétaire général de l'UNCTAD.